

Les communes de Saône-et-Loire

Les élus locaux disposent de leviers essentiels pour entretenir les infrastructures, assurer des services de qualité et développer le territoire.

Les données présentées ici, à fin 2024, concernent des domaines relevant directement ou indirectement de leurs compétences : voirie, eau, éclairage, mobilités, aménagement, résilience et protection contre les risques climatiques. Cette fiche établit un état des lieux des communes de Saône-et-Loire pour décider, prioriser, et agir au service de votre commune ou intercommunalité.

564 Communes

16 Communautés de communes

2 Communautés d'agglomération

1 Communauté urbaine

01 Moderniser les infrastructures, c'est garantir une meilleure qualité de vie aux concitoyens

Pour une mobilité du quotidien durable et sécurisée

→ Entretien du réseau routier communal et les ouvrages d'art



66 %

Part dans l'ensemble
du linéaire routier départemental



> 1 900

ponts dans le
département



Entre

5k€ & 30K€ / km

pour entretenir la voirie communale



Source : Routes de France

16 %

des ponts posent des problèmes
de sécurité



→ Développer la mobilité électrique

20



points de recharges pour véhicules
électriques pour 10 000 habitants



Objectif national d'ici 2030 :

60 points pour 10 000 habitants.

Source : Ministère de l'Économie

→ Développer la mobilité douce

998 km



d'aménagement cyclable
dans le département



+ **23 %** depuis 2020

9 %

de modes doux



Objectif national d'ici 2030 : **12,5 %** de modes doux

Source : SNBC

Pour économiser l'eau et garantir sa qualité

> **12 200 km**
de canalisations d'eau potable

19 %
Taux de perte en eau potable

> **3 900 km**
de réseau d'assainissement
collectif

169 années
nécessaires pour renouveler
l'intégralité du réseau

614
stations d'épuration

37 %
ont plus de 30 ans

24 %
Taux de masses d'eau de surface en bon état écologique

OBJECTIFS

→ **Moins de 15 %**
Source : Grenelle de
l'Environnement

→ **Diviser par deux**
la durée de cycle
de renouvellement
de nos réseaux
Source : Assises de l'Eau

→ **Exigences de**
traitement renforcées
selon la nouvelle
directive européenne
« eaux urbaines
résiduelles » dès 2027

→ **100% en 2027**
Source : Directive Cadre sur
l'Eau (DCE)

Pour développer une énergie décarbonée

→ **Part de l'électricité décarbonée**
dans la production locale

79 % **95 %**
Département Région



→ **Puissance**
photovoltaïque installée

0,3 GW **1,3 GW**
Département Région

→ **Objectif**
SRADDET
en 2030 :
3,8 GW

→ **Part de l'électricité**
renouvelable*

79 % **95 %**
Département Région

*En l'absence de centrales nucléaires
résultats identiques

→ **Objectif national**
en 2030 :
40 %

Source : Loi de transition
énergétique pour la
croissance verte

→ **Part de la puissance installée**
en autoconsommation

68 % **66 %**
Département Région



Pour un cadre de vie modernisé

→ **Moderniser l'éclairage public**

40 %
Taux d'éclairage
LED dans le total
des points lumineux
du département

39 %
France

→ **Objectif national**
en 2050 :
100 % de
systèmes sobres et
décarbonés

Source : SYDESL et Programmation
pluriannuelle de l'énergie

→ **Aménager plus sobrement**



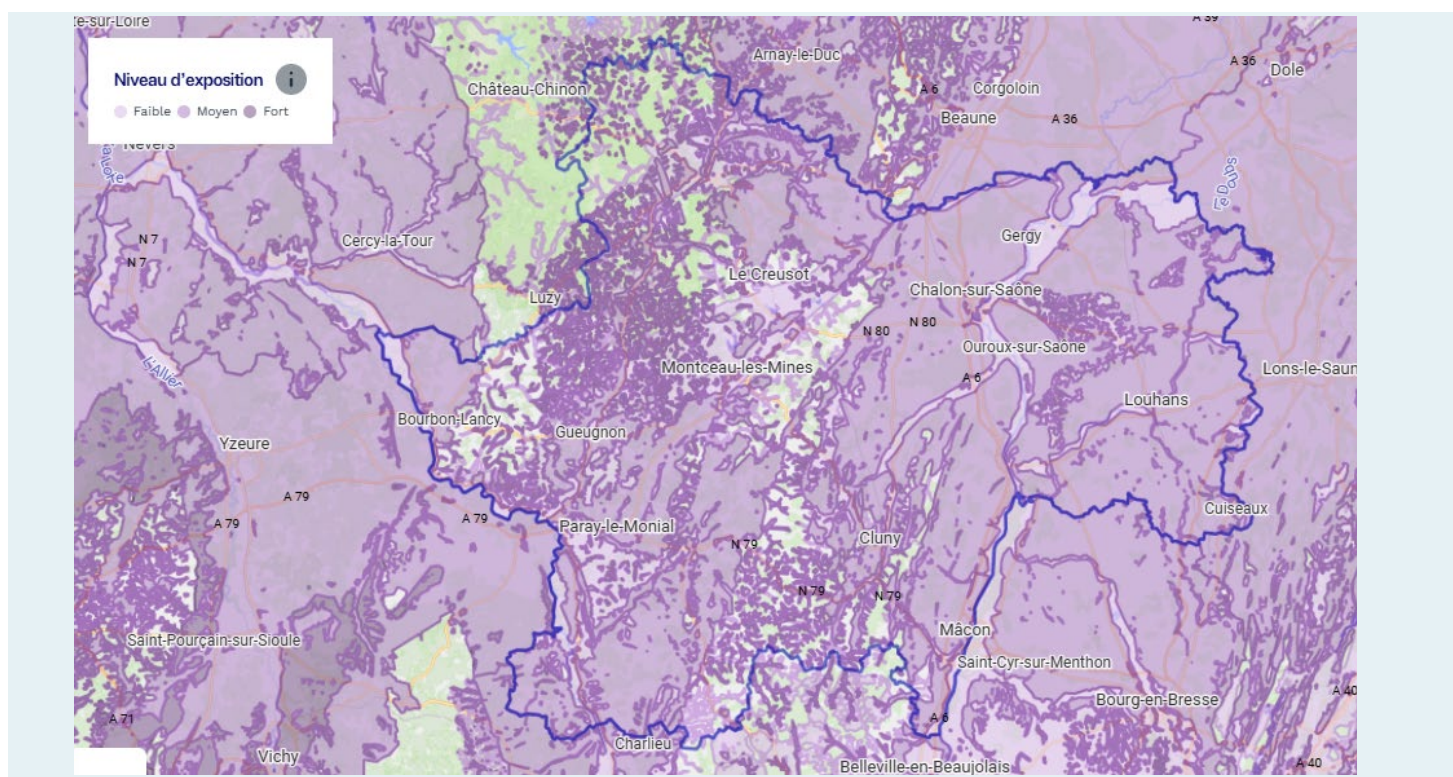
140
friches à requalifier
505 Ha
Surface de friches
à requalifier

02 Protéger les infrastructures, c'est protéger les territoires et les concitoyens

Pour en savoir plus sur l'exposition de votre commune aux risques climatiques infraclimat.com ➔



➔ Niveau d'exposition du département au retrait et gonflement d'argile



1 %

de la population exposée aux risques d'inondations



81 %

de la population exposée aux risques de mouvements de terrain



12

incendies de forêt recensés en moyenne par an entre 2020 et 2024



+ 2,5 °C

Évolution des températures moyennes dans le département sur 40 ans (1984-2024)

03 Développer les infrastructures, c'est dynamiser les territoires et renforcer leur attractivité

545 310

habitants

- 1483

habitants /an
d'ici 2035

+ 0,20 %

Solde migratoire
par an

6 312

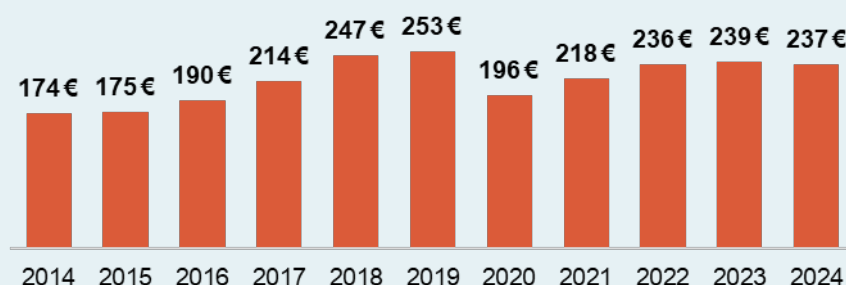
entreprises
créées en 2024

Le bloc communal : premier investisseur en infrastructures

63 %

des dépenses de travaux publics des collectivités sont réalisées par le bloc communal

→ Évolution des dépenses de travaux publics (communes et EPCI) par habitant en euros constants



Le bloc communal : une situation financière qui permet d'agir

81 %

des communes et EPCI ont un taux d'épargne brute > à 10%



16,8 %

Taux d'épargne brute
> Seuil d'alerte fixé à 10% minimum
19,6 % en région

- Inférieur à 0%
- 0% à 10%
- 10% à 15%
- 15% à 20%
- 20% et +

94,2 %

des communes et EPCI ont une capacité de désendettement < 10 ans



4,3 ans

Capacité de désendettement
< Seuil d'alerte fixé à 12 ans maximum
3,75 ans en région

- Moins de 5 ans
- De 5 à 10 ans
- De 10 à 12 ans
- 12 ans et +

POUR ALLER PLUS LOIN SUR LES INFRASTRUCTURES DE VOTRE TERRITOIRE, CONSULTEZ : <https://acteurspourlaplanete.fntp.fr/barometre-de-la-transition-ecologique/>

Sources : Typologie des collectivités - DGCL 2025, Voiries communales - SDES 2023, Ponts communaux - CEREMA 2024, Points de recharge électriques - UFE Mai 2025, Aménagements cyclables - Geovelo Juin 2025, Part modale du vélo - INSEE 2021, Eau potable - SISPEA 2023, Assainissement collectif - SISPEA 2023/ SANDRE, Etat des masses d'eau - EauFrance 2019, Part des EnR dans la production - ODRÉ au 31.12.24, Parc photovoltaïque raccordé - SDES T1 2025/ ENEDIS T2 2025, Taux d'éclairage LED : SERCE 2025, Friches - CEREMA Avril 2025, Risques climatiques inondations, mouvements de terrain - Gaspar-DDRM Juillet 2024, Incendies de forêts en moyenne entre 2020 et 2024 - Ministère/IGN 2024, Températures moyennes 1984-2024 - MétéoFrance, Population - INSEE RP2025, Projection habitants - INSEE Omphale scénario central, Solde migratoire moyen par an entre 2016 et 2022 - INSEE parution 2025, Entreprises créées - INSEE 2024, Dépenses TP du bloc communal - DGFIP 2024, Taux d'épargne brute et capacité de désendettement des communes et EPCI - Comptes des collectivités DGFIP 2024